

Eddy FOUGIER | Mondialisation : l'ère des refus

Contre toute attente, les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas brisé l'essor du mouvement de contestation de la « mondialisation libérale », aujourd'hui connu en tant que mouvement « altermondialiste », même si celui-ci a dû s'adapter au nouveau contexte créé par l'événement. S'il a des visées révolutionnaires, ce mouvement tente d'emprunter une voie nouvelle. Son objectif n'est pas de prendre le pouvoir mais de s'opposer à l'hégémonie néolibérale pour favoriser l'émergence d'un « autre monde ». Ce « mouvement pour une justice globale » présente une certaine pérennité, et ce, pour deux raisons. Tout en constituant une sorte de synthèse de plusieurs tendances – un « contre-mouvement » sociétal, une forme de néo-protectionnisme et de néo-tiers-mondisme, un nouveau mouvement social et un nouvel antiaméricanisme –, il offre une réponse aux crises, profondes, des mouvements de gauche, de la démocratie représentative et de la mondialisation. Mais son avenir reste largement incertain, compte tenu des défis qu'il doit relever, en particulier pour définir et mettre en place de véritables alternatives.

Politique étrangère

L'accélération du processus de mondialisation depuis les années 1980, et surtout depuis la fin de la guerre froide, semblait avoir contribué à terrasser définitivement le communisme, mais aussi le keynésianisme, le tiers-mondisme et, dans une certaine mesure, l'influence des syndicats et des partis progressistes. Le contexte général des pays industrialisés était à la fin de la guerre froide « interne » et à la pacification généralisée des sociétés. Francis Fukuyama écrivait en 1989, dans un célèbre article¹, qu'il n'existait plus d'alternative globale crédible et que la démocratie de marché constituait désormais un horizon indépassable, ce qu'il appelait « the End of History ». Le « grand refus » du capitalisme semblait désormais appartenir à l'Histoire. Pourtant, dix ans plus tard, à Seattle, un mouvement global de refus de la « mondialisation libérale » apparaît sur le devant de la scène. Celui-ci

Eddy Fougier est chercheur à l'Ifri.

1. F. Fukuyama, « The End of History », *The National Interest*, été 1989.

est enterré à plusieurs reprises par nombre de commentateurs. Les mobilisations se poursuivent malgré tout en s'adaptant à de nouvelles situations, comme celles créées par les attentats aux Etats-Unis ou la guerre en Irak. Quelle est la nature profonde de ce mouvement ? Comment expliquer sa force et son caractère durable ?

Le nouveau « grand refus »

Il n'existe pas à proprement parler de mouvement structuré de contestation de l'actuel processus de mondialisation², ni *a fortiori* d'Internationale contestataire. Il s'agit plutôt d'une mouvance ou d'une nébuleuse composée d'acteurs extrêmement variés, tant dans leur forme d'organisation que dans la teneur de leur critique.

Le refus de la « mondialisation libérale »

Les groupes contestataires ont cependant pour trait commun de se reconnaître dans un même refus de la « mondialisation libérale », ou de ce que les Anglo-Saxons appellent *corporate-led globalization*. Les entreprises multinationales et les organismes financiers sont en effet au cœur de leurs critiques. Conformément à une lecture marxienne du monde, nombre de contestataires considèrent les gouvernements, les institutions internationales, le G8 ou Davos comme les instruments institutionnels de ces entreprises, tandis que le néolibéralisme, notamment *via* le « consensus de Washington », serait leur instrument idéologique et politique. Les institutions financières multilatérales, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aujourd'hui la politique « impériale » des Etats-Unis constitueraient les moyens d'imposer par la contrainte économique et financière, ou militaire, l'application de politiques néolibérales dans le monde entier (ouverture, privatisation, déréglementation) au profit des intérêts de ces entreprises. Dans cette même logique, la guerre contre le terrorisme, et tout particulièrement la guerre en Irak, est ainsi interprétée par nombre d'activistes comme une politique menée au nom des intérêts des entreprises, notamment des secteurs du pétrole et de l'armement. Lors d'une conférence prononcée dans le cadre du Forum social euro-

2. Ce mouvement, initialement décrit en tant que mouvement « antimondialisation », est désormais qualifié, surtout en France, d'« altermondialiste ». Il sera appelé ici mouvement contestataire.

péen (FSE) de Florence³, William K. Tabb établissait, par exemple, un « lien entre les deux faces de l'Empire – la face économique et la face militaire » et dénonçait la politique américaine, non pas par simple antiaméricanisme, mais parce que « l'élite qui dirige les Etats-Unis exerce un pouvoir hégémonique dans le capitalisme global ».

Parallèlement, on peut discerner une sorte de consensus chez les contestataires sur l'évaluation des conséquences de ce processus de mondialisation. La politique des entreprises multinationales, dont le pouvoir croissant semblerait échapper à tout contrôle démocratique, aboutirait à une course au moins-disant social, environnemental, culturel ou démocratique, à « la privatisation de tous les aspects de la vie et à la transformation de chaque activité et de chaque valeur en marchandise⁴ », à une remise en cause de la plupart des « acquis » et des « biens communs » : de la protection sociale à l'environnement, en passant par les modes de vie, de redistribution et de protection contre les risques sociaux, les services publics, les droits sociaux ou les cultures. Les inégalités économiques et sociales seraient ainsi aggravées, principalement au détriment des exclus – pauvres des pays du Sud, salariés précaires du Nord, chômeurs, petits agriculteurs, femmes, peuples autochtones, migrants ou homosexuels –, tout comme les « déficits démocratiques » au détriment des citoyens. En se focalisant sur ces deux dimensions, les contestataires tendent à combiner ce que Luc Boltanski et Eve Chiapello⁵ appellent une critique sociale (exigence de sécurité) et une critique artistique (exigence d'autonomie), ou une critique matérialiste (ayant trait à la subsistance et à la sécurité matérielle) et post-matérialiste (qualité de vie et expression de soi) au sens de Ronald Inglehart⁶.

Changer le monde sans prendre le pouvoir⁷

Les groupes contestataires divergent quant à leurs objectifs, mais se rejoignent tous dans une vision commune selon laquelle un autre monde est non seulement nécessaire mais possible, et dans la définition des grandes lignes de ce que pourrait être cette alternative.

3. Cette conférence a fait l'objet d'un article : « The Face of Empire », *Monthly Review*, novembre 2002.

4. N. Klein, « Reclaiming the Commons », *New Left Review*, n° 9, mai-juin 2001.

5. L. Boltanski et E. Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

6. Voir, par exemple, R. Inglehart, « Globalization and Postmodern Values », *The Washington Quarterly*, hiver 2000.

7. Voir J. Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 2003.

Ce mouvement est « révolutionnaire » dans le sens où il aspire à une transformation des structures politiques, économiques et sociales à l'échelle globale et nationale, de façon réformiste pour certains et radicale pour d'autres. Pourtant, même s'il développe une vision marxienne, voire marxiste, du monde, on ne peut en aucun cas le définir comme marxiste-léniniste. Il ne cherche pas à s'emparer du pouvoir d'Etat, ni au terme d'un processus électoral, ni *a fortiori* au terme d'un processus révolutionnaire violent. Il ne fait pas non plus référence à une quelconque lutte des classes, au rôle joué par le prolétariat ou une avant-garde révolutionnaire, ou à une appropriation collective des moyens de production. Il s'affirme au contraire comme un contre-pouvoir et fait du mouvement communiste un repoussoir. Il est en fait post-communiste sur le fond et post-bureaucratique dans la forme. Ses modèles sont plutôt à rechercher du côté des mouvements sociaux des années 1970-1980 (féministe, écologiste, antinucléaire, pacifiste ou antiraciste), dont l'objectif était de changer la société et les pratiques sociales, et non de prendre le pouvoir.

L'inspirateur du mouvement contestataire serait donc Antonio Gramsci et sa notion d'hégémonie culturelle, plutôt que Marx et Lénine. En effet, pour le leader marxiste italien, l'hégémonie culturelle, construite au terme d'un long travail des institutions de la société civile (notamment des organisations religieuses) au profit de la classe dominante, permet au pouvoir politique de faire l'économie de l'usage de la force pour assurer sa domination. Selon lui, la conquête du pouvoir passe donc davantage par une lutte non violente contre l'hégémonie culturelle, *via* la société civile, que par la prise du pouvoir d'Etat par la force⁸. Le premier objectif du mouvement contestataire, du moins tel qu'il est défini par les leaders de la contestation en France, est ainsi de lutter contre l'hégémonie culturelle supposée du néolibéralisme afin de « gagner la bataille des idées⁹ ». Interprétant la « victoire » culturelle du néolibéralisme comme le fruit d'un travail volontariste de longue haleine¹⁰, les contestataires se donnent un objectif identique, car « les néolibéraux ont compris [...] que, pour transformer le paysage éco-

8. Voir A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996.

9. S. George, « Winning the War of Ideas », *Dissent*, été 1997.

10. *Id.*, « A Short History of Neoliberalism. Twenty Years of Elite Economics and Emerging Opportunities for Structural Change », Conference on Economic Sovereignty in a Globalising World, Bangkok, 24-26 mars 1999.

nomique, politique et social, ils devaient préalablement modifier le paysage intellectuel et psychologique¹¹ ». Bernard Cassen, l'ancien président de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), considère ainsi que : « Notre objectif fondamental [...] est de décontaminer les esprits. Nos têtes ont été gavées par le néolibéralisme, son virus est dans les cellules de nos cerveaux, et nous avons besoin de les désintoxiquer. Nous devons être capables de penser à nouveau librement [...]. Notre tâche est de persuader le plus grand nombre possible de personnes de la viabilité de telles alternatives et de préparer le terrain pour une hégémonie gramscienne qui nous autoriserait à réaliser des politiques différentes¹². »

Cette lutte contre l'hégémonie culturelle du néolibéralisme passe par la constitution d'un rapport de force, tant à l'échelle locale que globale, qui s'appuie sur trois formes d'action. La première vise à s'attaquer à la « pensée unique » par le développement d'une contre-expertise. La deuxième est la forme de mobilisation la plus connue, à savoir l'organisation de contre-sommets, selon le principe défini par Susan George : « Où qu'"Ils" soient, certains d'entre "Nous" y seront également¹³. » Les contestataires tentent de bloquer l'organisation des sommets officiels, tout en mettant en place un contre-sommet et/ou d'autres types de manifestations, comme les villages alternatifs à l'occasion du G8 d'Evian, en juin 2003. Or, depuis le 11 septembre 2001, ce type de manifestation devient plus difficile à organiser. Afin d'éviter toute forme de violence, notamment de la part des contestataires les plus radicaux (*black blocs*), les sommets sont désormais organisés dans des lieux difficiles d'accès pour les manifestants : Doha, Kananaskis, Evian. C'est la raison pour laquelle les contestataires privilégient de plus en plus l'organisation de leurs propres rassemblements. En effet, alors que les mobilisations lors des sommets officiels sont moins importantes et moins médiatisées qu'à l'époque de l'« âge d'or » de la contestation, entre Seattle (conférence ministérielle de l'OMC, novembre-décembre 1999) et Gênes (sommet du G8, juillet 2001),

11. S. George, « Winning the War of Ideas », *op. cit.* [9].

12. B. Cassen, « On the Attack », *New Left Review*, n° 19, janvier-février 2003. Ce credo a été réaffirmé par J. Nikonoff, son successeur à la tête d'ATTAC : « Le premier [objectif fondamental], c'est de déconstruire l'idéologie néolibérale dans les têtes. [...] Notre programme vise avant tout la reconquête des esprits, des catégories populaires principalement », entretien au *Monde*, 22 août 2003.

13. S. George, « What Now? », *Debt & Development*, mai 2001.

cette dernière formule remporte un grand succès. C'est le cas du Forum social mondial (FSM), organisé de 2001 à 2003 à Porto Alegre, du FSE de Florence en novembre 2002 ou du rassemblement anti-OMC « Larzac 2003 » en août. Ces rassemblements ont notamment pour objectif de favoriser des échanges d'expériences entre les différents groupes contestataires et d'envisager des actions communes : la convergence dans le Larzac entre les acteurs des mouvements sociaux en France (enseignants, intermittents du spectacle, opposants à la réforme des retraites) et les contestataires en est un bon exemple. Ils permettent également d'organiser des débats, de formuler des propositions et d'élaborer un calendrier d'actions.

Vers une autre mondialisation

Cette volonté de contrer l'hégémonie culturelle du néolibéralisme vise à créer les conditions nécessaires pour la mise en place d'une « autre mondialisation », c'est-à-dire de l'alternative contestataire. Il est encore bien difficile d'en distinguer clairement les traits, d'autant que les groupes en ont une approche plus ou moins réformiste ou radicale. Pourtant, trois grands thèmes semblent assez nettement émerger : la revendication d'un nouvel ordre économique mondial, la défense de « biens communs » et la promotion d'une nouvelle forme de gouvernance.

Réactualisant quelque peu le projet de Nouvel ordre économique international (NOEI)¹⁴ des années 1970, les contestataires défendent ce que l'on pourrait appeler un nouvel ordre économique global en faveur des pays en développement (PED), de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Ils proposent ainsi un accroissement des ressources financières à destination des PED, *via* une réduction de leur dette ou, par exemple, l'instauration d'une fiscalité globale, un traitement spécial et différencié à l'OMC et un droit dérogatoire pour ces pays, notamment en ce qui concerne l'accès aux médicaments et la souveraineté alimentaire, ainsi qu'une réforme des politiques menées par les grandes institutions multilatérales (Banque mondiale, Fonds monétaire international [FMI], OMC). Le deuxième thème reprend le débat national entre secteur public et secteur privé, mais cette fois à l'échelle globale. Les contestataires souhaitent déli-

14. Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies adoptée le 1^{er} mai 1974.

imiter strictement la frontière entre ce qui doit relever de la sphère marchande et ce qui ne doit pas en relever, en reconnaissant et en défendant des « biens communs ». Ils défendent l'idée qu'un certain nombre de secteurs (culture, éducation, santé) et de biens (alimentaires, par exemple, à travers le principe de précaution) doivent pouvoir échapper à la sphère marchande. Naomi Klein considère que la revendication radicale des *commons* constitue l'objectif central du mouvement¹⁵. Enfin, les contestataires renouvellent le vieux débat sur la compatibilité entre capitalisme et démocratie en l'adaptant à la problématique de la mondialisation. Ils posent ainsi la question de l'Etat, de la régulation et de la démocratie, au niveau tant national que global, en partant de l'hypothèse selon laquelle mondialisation et démocratie seraient antithétiques. Ils font prévaloir les principes démocratiques et le droit sur les considérations économiques, financières et commerciales. Ils exigent que les institutions multilatérales et régionales, mais aussi les entreprises multinationales, se réforment, notamment en se conformant à des normes sociales, environnementales et démocratiques (transparence, responsabilité, représentativité). Plus globalement, ils aspirent à une nouvelle forme de gouvernance, certains se montrant favorables à une gouvernance globale, alors que d'autres apparaissent davantage « souverainistes ».

Un développement durable

La mouvance de refus de la « mondialisation libérale » n'est pas un feu de paille. Elle a su s'adapter, d'une part, à des « chocs endogènes », comme la gestion de la violence de ses éléments les plus extrémistes ou des divergences entre radicaux et réformistes, et, d'autre part, à des « chocs exogènes », comme les attentats du 11 septembre 2001 ou la décision des gouvernements d'organiser les sommets dans des lieux difficiles d'accès. Sa force principale réside dans sa capacité à agréger différents types de luttes, selon les circonstances, dans un mouvement global, cristallisé autour d'une même dénonciation des effets de la « mondialisation libérale ». Depuis le 11 septembre, elle tend même à devenir un mouvement « attrape-tout¹⁶ » en incluant ou en participant

15. N. Klein, *op. cit.* [4].

16. Au sens de parti attrape-tout défini par M. Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976.

à de nouvelles formes de luttes : contre la guerre, l'« impérialisme » des Etats-Unis, la politique israélienne ou les réformes structurelles en Europe. Le caractère durable du mouvement de contestation s'explique aussi par sa capacité à être un vecteur de tendances ou de courants structurels, et une réponse à diverses crises fondamentales.

Les deux tendances les plus nettes des années 1990 sont l'accélération du processus de mondialisation et la montée en puissance, à l'échelle globale, de la société civile. La mouvance de contestation s'est appuyée sur ces tendances. Elle est tout d'abord en grande partie le produit de la mondialisation, et en particulier d'Internet. L'ouverture des frontières, la baisse du coût des transports et des communications, l'utilisation des nouvelles technologies (sites Internet, courrier électronique ou téléphones mobiles) et la pratique généralisée de l'anglais facilitent grandement l'organisation des mobilisations de contestataires, y compris des plus radicaux d'entre eux. Alors qu'elles sont parfois confondues, la mouvance contestataire a également bénéficié de la montée en puissance des acteurs de la société civile. Celle-ci fut tangible lors des forums de la société civile organisés à l'occasion des grands sommets des Nations unies, en particulier lors du sommet de la Terre de Rio, en 1992. Le nombre de sommets parallèles de la société civile et de participants a littéralement explosé durant les années 1990, passant de deux sommets annuels parallèles entre 1988 et 1991 à plus de trente entre 2000 et 2001¹⁷. Cela se traduit également par des actions et des campagnes internationales retentissantes (campagne pour l'abolition des mines antipersonnel, de Greenpeace contre l'entreprise Shell en 1995, Jubilé 2000 sur la dette, etc.), dont certaines ont débouché sur des traités ou sur la modification de la politique de certaines entreprises ou institutions internationales. Nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) participent aux mobilisations des contestataires. Act Up, Amnesty International, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Médecins du Monde, Oxfam International et le Secours catholique figuraient ainsi parmi les organisateurs du contre-sommet du G8 d'Evian. De

17. Centre for Civil Society et Centre for the Study of Global Governance, *Global Civil Society 2001*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

leur côté, les contestataires ont été largement influencés par les modes d'action spectaculaires des ONG, en particulier de Greenpeace et d'Act Up, visant à attirer l'attention des médias.

Le retour des « classes dangereuses »

La mouvance contestataire apparaît, d'une certaine manière, comme le point de ralliement de différents mouvements qui ont ré-émergé à partir des années 1990, plus particulièrement en réaction à l'actuel processus de mondialisation : nouveau « contre-mouvement sociétal », néo-protectionnisme, néo-tiers-mondisme, nouveaux mouvements sociaux et néo-anti-impérialisme.

On peut estimer, en effet, que la mouvance de contestation est une forme d'expression d'une réaction de protection de la société face à l'accroissement de la sphère du marché induite par l'actuelle phase de mondialisation et à l'accélération de changements dont elle est l'une des causes. Les crispations idéologiques et le culte du repli sur soi incarnés par les mouvements de la droite radicale en sont une autre expression. C'est ce qu'expliquait déjà Karl Polanyi à propos de la première phase de mondialisation, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. L'extension du marché avait alors répondu à un « contre-mouvement » spontané de la société qui « était incompatible avec l'autorégulation du marché, et avec le système de marché lui-même¹⁸ ». Sans aller jusqu'à affirmer que société et marché sont incompatibles, on peut tout de même avancer, avec le libéral David Henderson, que « les attitudes majoritaires face aux questions économiques tendent à être antilibérales¹⁹ ». En outre, cette réaction se nourrit vraisemblablement d'une nostalgie, notamment pour la période des Trente glorieuses. C'est la raison pour laquelle Zaki Laïdi considère que les groupes contestataires « participent plus d'une logique de réappropriation sociale du changement que d'opposition radicale à celui-ci²⁰ ».

La mutation des partisans du protectionnisme explique aussi en grande partie le succès de la contestation. A partir des débats sur Maastricht en Europe, l'accord de libre-échange entre le Canada, les

18. K. Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

19. D. Henderson, « Anti-Liberalism 2000 », *Wincott Lecture*, <www.iea.org.uk>.

20. Z. Laïdi, « Mondialisation : entre réticences et résistances », *Revue du MAUSS*, n° 20, 2002.

Etats-Unis et le Mexique (Accord de libre-échange nord-américain, ALENA) et le cycle de l'Uruguay (*General Agreement on Tariffs and Trade*, GATT), la critique de l'ouverture économique et les débats en la matière évoluent de façon radicale. Les débats deviennent plus complexes. Ils ne se fondent plus seulement sur une opposition simpliste entre partisans de l'ouverture (libre-échangistes ou pro-européens) et partisans de la fermeture (protectionnistes ou anti-européens), mais sur un conflit entre « choix de société ». Désormais, ils ne sont plus confinés à des cénacles de négociateurs et d'experts, mais deviennent publics. Ils traitent d'enjeux concrets qui affectent les politiques nationales dans des domaines comme la monnaie, la culture, la santé, l'alimentation ou le droit du travail. Pour Pascal Lamy, le commissaire européen chargé du Commerce, et Zaki Laïdi, ceci est une conséquence du processus de mondialisation, qui conduit à un « affrontement des préférences collectives (environnement, normes sociales, concurrence, sécurité alimentaire) renvoyant à « des choix culturels et sociaux²¹ ». Les opposants à l'ouverture économique ne s'appuient donc plus sur la seule défense d'intérêts particuliers, sectoriels ou catégoriels (agriculture, textile ou sidérurgie), mais sur celle d'intérêts généraux et de préférences collectives (démocratie, principes républicains, souveraineté, identité nationale et culturelle, mode de vie et traditions, protection de l'environnement, sécurité alimentaire ou principe de précaution). Ils ne défendent plus des intérêts étroits et « égoïstes », soit corporatistes, soit nationalistes, mais la démocratie en opposition au marché²², censé être foncièrement antidémocratique et inégalitaire. Ils vont même jusqu'à conjuguer le « social » et le « national » : défendre l'Etat-providence ou le service public devient une manière de défendre l'identité culturelle française. Or, à l'évidence, cette position octroie à ses partisans un appui populaire bien supérieur aux cercles protectionnistes habituels. C'est le cas en France des « souverainistes », d'ATTAC et de José Bové, qui se présentent comme les défenseurs des préférences collectives nationales.

Les années 1990 se sont également caractérisées par la renaissance d'un tiers-mondisme, mais sans la dimension idéologique des années 1960-

21. P. Lamy et Z. Laïdi, « La gouvernance ou comment donner sens à la mondialisation », *Gouvernance mondiale*, Rapport n° 37 du Conseil d'analyse économique (CAE), Paris, La Documentation française, 2002.

22. Voir sur ce thème M. Ancelovici, « Organizing against Globalization: The Case of ATTAC in France », *Politics & Society*, septembre 2002.

1970. Cela se traduit par une nouvelle prise de conscience par les pays du Sud de leurs propres intérêts et de leur propre force, particulièrement perceptible lors des négociations commerciales multilatérales, avec à leur tête l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud, ou dans leur lutte pour l'accès à des médicaments génériques anti-sida ou la réduction de la dette. Les échecs des conférences de Seattle et surtout de Cancun (conférence ministérielle de l'OMC, septembre 2003) en sont les résultats tangibles. Un premier sommet du Sud a d'ailleurs été organisé à La Havane en avril 2000. Même si le FSM de Porto Alegre a pu être interprété comme un nouveau Bandung²³, il serait imprudent d'assimiler la mouvance contestataire à un porte-parole de ce néo-tiers-mondisme ou de parler de « grande alliance » entre les contestataires et les pays du Sud²⁴, car leurs points de vue divergent largement sur de nombreuses questions. En revanche, leurs intérêts semblent convergents, en particulier lors des négociations internationales. Les liens entre groupes contestataires et pays du Sud paraissent ainsi de plus en plus évidents. A Cancun, les ONG, en particulier Oxfam, ont vivement encouragé l'« initiative coton » de pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali, Tchad). Les experts du réseau Third World Network ont travaillé en étroite collaboration avec les délégations de la Malaisie et de l'Inde. Ce fut également le cas de Focus on the Global South auprès de la délégation indienne²⁵. Enfin, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, a remercié, au nom du G21, qui regroupait les grands pays émergents, « la société civile pour son très grand soutien²⁶ ».

La mouvance contestataire s'est également appuyée sur l'émergence de nouveaux mouvements sociaux qui développent des modes d'action originaux et défendent notamment des exclus, que ce soient les chômeurs, les sans-abri ou les sans-papiers en Europe, les paysans sans terre au Brésil ou en Afrique du Sud, les peuples autochtones (Indiens du Chiapas) ou ceux qui pâtissent des réformes. Enfin, elle reprend à son compte le rejet croissant de la politique de l'Administration Bush en réaction aux attentats du 11 septembre,

23. M. Hardt, « Porto Alegre: Today's Bandung? », *New Left Review*, n° 14, mars-avril 2002.

24. W. Bello, de Focus on the Global South, a appelé après Cancun à la formation d'une telle grande alliance entre la société civile et le G21. Voir « There is Life after Cancun », *Bangkok Post*, 21 septembre 2003.

25. *Le Monde*, 15 septembre 2003.

26. *Ibid.*

notamment la guerre préventive. Les groupes contestataires ont ainsi largement participé aux manifestations contre la guerre en Irak. Le principe de la manifestation pacifiste mondiale du 15 février 2003 a été arrêté lors du FSE de Florence, où une imposante marche anti-guerre a rassemblé environ 600 000 personnes.

Les trois crises

Le caractère durable du mouvement de contestation s'explique enfin par le fait qu'il remplit un vide induit par trois crises fondamentales, que la mondialisation a contribué à accélérer. La première crise est celle de la gauche. Celle-ci s'est définie, depuis le XIX^e siècle, par son approche critique du capitalisme. Or, les solutions progressistes sont toutes en crise, que ce soit les solutions révolutionnaires et collectivistes (échec de l'Union soviétique et des tentatives de déstabilisation violente de l'extrême gauche des années 1970), tiers-mondistes (politique d'autosuffisance et de substitution aux importations), social-démocrates (crise du keynésianisme, de l'économie mixte, de l'Etat-providence et du paritarisme) ou même la vision progressiste de la société, du fait de la montée des préoccupations individualistes et sécuritaires. La plupart des mouvements progressistes ont reconnu l'économie de marché, de façon plus ou moins explicite, et abandonné toute référence à une lecture marxiste du monde, tandis que les forces communistes se sont trouvées totalement discréditées. Les groupes contestataires ont été les principaux mouvements à s'engouffrer dans la brèche en reprenant à leur compte la critique du capitalisme et de sa forme contemporaine : la « mondialisation libérale ».

La deuxième crise est celle de la démocratie représentative. Les partis et les syndicats traditionnels sont de moins en moins représentatifs. Ils ne répondent plus aux attentes d'une société d'individus cultivés et informés, et ne véhiculent plus aucun projet pouvant servir de support à l'engagement collectif. L'Etat, les gouvernements et *a fortiori* les parlements sont souvent perçus comme étant de plus en plus impuissants face à un certain nombre d'organisations dont l'influence s'est accrue dans le contexte de la mondialisation (institutions internationales et régionales, entreprises multinationales, institutions financières, agences de notation ou médias globaux), et qui sont accusées d'être insuffisamment transparentes, représentatives et responsables. Parallèlement, on assiste à une montée des exigences de retour du « politique »,

d'éthique (transparence et responsabilité) et de participation « citoyenne ». Le mouvement contestataire a exploité ces tendances en proposant d'autres formes d'engagement et d'organisation, inspirées des ONG, mais aussi de nouvelles revendications autour de l'idée de « réappropriation citoyenne » : démocratie participative, « surveillance citoyenne » de l'activité des acteurs de la mondialisation, contrôle des marchés financiers par l'instauration d'une taxe globale. Le succès international d'un groupe comme ATTAC ou la mise en place de nouvelles formes d'organisation chargées de surveiller l'activité des nouveaux pouvoirs (NikeWatch ou WTOWatch) et qui dénoncent leurs mauvaises pratiques selon le principe du *name and shame* en sont les symptômes les plus connus.

La dernière crise est celle de la mondialisation elle-même. Celle-ci semble générer une forte angoisse. Elle est tout d'abord un facteur d'insécurité. Elle bouleverse les repères, conduit à remettre en cause nombre de situations acquises et contribue, au moins dans les perceptions, au développement de la précarité et au délitement des liens sociaux. Ulrich Beck parle de ce point de vue de « société mondiale du risque », dont l'« état de crise permanente » serait la principale caractéristique²⁷. Elle est également à l'origine d'un sentiment de dépossession, en donnant l'impression que des forces sur lesquelles personne n'a aucune prise décident souverainement du sort de chacun – gouvernement des Etats-Unis, par exemple dans le cas de l'Irak, institutions internationales, marchés financiers, entreprises multinationales –, et qu'il n'existe par conséquent plus vraiment d'intérêt général et de direction politique, dans les deux sens du terme. Les mouvements contestataires, mais aussi ceux d'extrême droite, surfent sur cette vague, qui constitue un peu l'équivalent, à l'échelle planétaire, de ce qui s'est passé en France le 21 avril 2002, lors de l'élection présidentielle.

L'avenir d'une illusion ?

Malgré son caractère durable, le mouvement n'en reste pas moins extrêmement fragile. Les défis qu'il doit surmonter sont immenses. Une stratégie réussie de lutte contre l'hégémonie culturelle du néo-

27. Voir, par exemple, U. Beck, « La dynamique politique de la société mondiale du risque », conférence à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Paris, décembre 2001, <www.iddri.org>.

libéralisme passe au moins par trois étapes. La première est la critique des effets de la « mondialisation libérale » et de l'idéologie néolibérale qui en serait le fondement ; la deuxième est la formulation d'une alternative crédible qui trouve un soutien populaire ; la troisième est la mise en œuvre réussie de cette alternative, au moins à l'échelle d'un pays. C'est toute la question du modèle, car tout mouvement de contestation a besoin, à un moment donné, de s'appuyer sur une expérience nationale ou locale réussie. L'enjeu de la présidence Lula, au Brésil, semble crucial de ce point de vue, car celle-ci tente de combiner l'application de mesures sociales conformes aux principes des contestataires et l'adaptation aux contraintes économiques et extérieures. Or, elle fait d'ores et déjà l'objet de nombreuses critiques tant internes qu'externes (Naomi Klein ou Jacques Nikonoff, le président d'ATTAC). Les groupes contestataires doivent également se montrer crédibles en termes de démocratie interne, de transparence et de capacité à rendre des comptes s'ils ne veulent pas que leur autorité morale soit mise en cause.

La contestation va aussi se heurter à de nombreux défis externes. L'opposition croissante de l'Administration américaine aux ONG, dont la création de NGOWatch semble être le symptôme, constitue certainement le premier d'entre eux. Un groupe de néo-conservateurs américains a, en effet, créé un site Internet – NGOWatch –, dont l'objectif est d'évaluer l'activité des ONG censées agir contre l'intérêt des entreprises et de la politique étrangère américaines. Son dessein est à l'évidence de remettre en cause la crédibilité de ces groupes. L'autre grand défi réside dans l'indifférence globale de l'opinion envers ce mouvement. Sa popularité relative en France ne doit pas masquer les réticences, si ce n'est le rejet, dont il fait l'objet dans de nombreux pays, ainsi qu'en témoignent certaines enquêtes d'opinion. La perception de ces groupes apparaît ainsi plutôt négative dans les pays du Sud et de l'Est²⁸, et aux Etats-Unis²⁹.

Dans l'état actuel des choses, il semble donc encore difficile de tracer les grandes lignes de l'avenir de la contestation. L'idée d'une alternative

28. Pew Research Center for the People and the Press, *Views of a Changing World*, Washington, juin 2003.

29. Chicago Council on Foreign Relations (CCFR)/German Marshall Fund of the United States (GMF), *Worldviews 2002. American and European Public Opinion & Foreign Policy*, octobre 2002.

globale ou d'une transformation du mouvement en une force politique globale, sur le modèle du mouvement communiste, paraît improbable, tout comme celle d'une flambée révolutionnaire, notamment en Amérique latine³⁰. Il en est de même de l'hypothèse de « guérilla mondiale³¹ », c'est-à-dire d'une convergence objective de différentes formes de guérillas, islamistes et contestataires, contre les Etats-Unis. En revanche, l'application de solutions contestataires dans un ou plusieurs pays, en particulier du Sud, pourrait ne pas être exclue, surtout si la « troisième voie » de Lula est une réussite. En réalité, ce qui paraît le plus probable, c'est la mise en place de nouveaux phalanstères, c'est-à-dire de poches alternatives à une petite échelle (villes, régions, communautés). Le mouvement contestataire pourrait alors bien être défini comme révolutionnaire au sens de Charles Fourier. Ces poches seraient fondées sur les principes d'autogestion, de démocratie participative, d'économie sociale et solidaire ou de commerce équitable, comme c'est le cas au Chiapas, dans la ville de Porto Alegre, ainsi que dans les centres sociaux italiens ou les villages alternatifs créés lors des sommets. Elles pourraient également reposer sur des populations aux caractéristiques spécifiques, comme les adeptes de contre-cultures alternatives ou les 50 millions de *cultural creatives* (« créatifs culturels ») identifiés par Paul H. Ray aux Etats-Unis³².

Ce qui paraît également probable, c'est la « récupération » à la fois politique et économique des grandes thématiques contestataires, comme ce fut le cas des préoccupations environnementales. Plus généralement, le capitalisme a démontré jusqu'à présent sa capacité à intégrer ses différentes formes de critiques³³. Celle des contestataires pourrait à son tour être intégrée à terme... et contribuer, d'une certaine manière, à sauver le capitalisme en le rendant socialement et culturellement acceptable. ■

30. J.G. Castaneda, intellectuel de renom et ancien ministre mexicain des Relations extérieures, affirme dans un entretien que « l'ère des révolutions en Amérique latine est close », *Le Monde*, 12 septembre 2003.

31. F. Géré, « Vers une guérilla mondiale », *Libération*, 9 septembre 2003.

32. P.H. Ray, *The New Political Compass*, avril 2002, <www.culturalcreatives.org>.

33. L. Boltanski et E. Chiapello, *op. cit.* [5].